



LA SARKO-UNIVERSITÉ DE TOULOUSE UNE VALEUR SÛRE DU LIBÉRALISME

En ce moment, nous sommes dans la deuxième vague des Idex. Les fusions d'universités se multiplient sous la pression du gouvernement, toujours dans la logique d'une « excellence » prétendue qui vise en l'occurrence à diminuer le nombre d'établissements d'enseignement supérieur afin d'obtenir que les regroupements ainsi créés atteignent une « masse critique » qui les propulse dans la compétition internationale vue du côté de Shanghaï.

Ces fusions posent généralement problème du fait de la politique qui les initie. Celle de Toulouse est un exemple manifeste de ce que peut donner une allégresse sans retenue au libéralisme le plus échevelé. C'est une copie conforme du rapport Aghion, à laquelle il nemanquerien.

Prenant prétexte des interrogations relatives au dispositif de gouvernance du premier projet IDEX exprimées par le jury formé pour l'essentiel de personnalités de l'étranger et de patrons de grandes entreprises, les responsables des établissements supérieurs du site toulousain, dans l'opacité la plus totale, ont décidé de les fusionner. Et ce qui se met en place est certainement un des pires dispositifs jamais vus en France. À la lecture du projet soumis (rédigé dans un anglais « novlangue » managériale et technocratique), il est aisé de constater que leur préoccupation principale est de voir grand, de plus en plus grand : nul besoin de parler de science, de transmission et de diffusion du savoir. Ce que l'on découvre, par contre, sous le vernis de la pseudo-excellence, c'est un appétit carnassier d'attirer « les meilleurs » clients, qui assureront compétitivité, efficacité, et, bien sûr, dividendes dus aux brevets et assimilés.

D'abord, exit le principe de l'université : ce monstre, destiné à dépasser « la plus grande des universités américaines » (sic) aura le statut de Grand Établissement, donc statut dérogatoire. **L'Université de Toulouse sera dirigée par un Directeur Général Exécutif (nommé, élu, par qui?) disposant de larges pouvoirs en délégation d'un Conseil de Surveillance réduit (12 membres dont 7 extérieurs, et seulement 3 représentants de la communauté, 1 enseignant ou chercheur, 1 BIATOSS, 1 étudiant). Ce conseil de surveillance sera la seule instance décisionnelle. Elle aura « droit de vie et de mort » sur les unités, contrôlera leur conformité aux principes de « l'excellence », surveillera donc leur aptitude à suivre le « pacte » dans lequel tout le monde sera engagé, et hors duquel point de salut. Sous prétexte de mettre un terme aux « conflits d'intérêts » (sic), ce nouvel établissement sort quasiment du monde académique, tant pour ce qui concerne la recherche et l'enseignement (ce sont des « extérieurs », les « meilleurs » de leur milieu, qui en décident) qu'en ce qui concerne les moyens alloués (ce sont les mêmes qui décident du budget, et on peut aisément deviner comment seront orientées leurs décisions). Les autres instances sont *uniquement consultatives* : elles sont constituées du « Sénat Académique » (SA) composé d'une trentaine de professeurs et chercheurs (« professeurs » plutôt qu'enseignants-chercheurs ? les MCF en seraient-ils exclus ? quid des autres personnels ?), avec un SA restreint composé de 12 élus par les « meilleurs » professeurs et chercheurs du site (qui définirait leur classement en tant que « meilleurs » ?). Les actuelles universités sont transformées en « collèges » disciplinaires dirigés par des « doyens » *nommés* par l'Université de Toulouse. Les UFR disparaissent.**

Nous sommes donc dans un dispositif ultra-centralisé et hiérarchisé qui transforme en vieux oripeaux les principes de démocratie et de collégialité qui devraient fonder la vie universitaire. Ce dispositif sort purement et simplement l'UT du service public, pour la précipiter dans le domaine de la financiarisation. Il sert d'une part les exigences des grands groupes et celles de leurs actionnaires, de l'autre quelques « heureux élus » qui accèdent à un pouvoir absolu et sans partage.

Ce « machin » aura la mainmise sur toute la politique d'emploi, de formation, et de recherche pour tout le site. Du point de vue de la recherche, il est très clair que l'UT appuiera essentiellement les axes qui s'articulent à ceux du pôle de compétitivité : aéronautique, espace et systèmes embarqués ; cancer, biologie

et santé ; agronomie. Beaucoup de souci donc pour les secteurs qui sont peu concernés par ces domaines, en particulier les Arts, Lettres, Langues-Sciences Humaines et Sociales [ALL-SHS] (à noter que le secteur ALL disparaît en tant que tel du projet). La recherche sera principalement centralisée autour des LABEX et sera pilotée par un « Groupe d'Évaluation Scientifique » formé de chercheurs extérieurs. Pour les étudiants, subissant déjà une sélection par l'argent qui ne se cache plus, la concurrence sera accrue notamment à l'entrée de tel ou tel Master : restreindre leur nombre et permettre aux seuls « élus » de l'excellence d'y accéder.

Même politique malthusienne en ce qui concerne la formation : « le périmètre UT* sera composé des formations bénéficiant d'une certification internationale reconnue et de celles qui peuvent se prévaloir de l'appartenance à un réseau international de formation de niveau mondial ». Même s'il est généreusement proposé d'aider les formations qui ne répondent pas au critère, de lourdes questions subsistent quant à leur devenir. On parle vaguement d'archéologie, mais seulement dans le cadre d'un Labex bien délimité, ce qui ne présage rien de bon non plus. Et l'on utilise « l'interdisciplinarité » comme nouveau sésame vers des « formations innovantes », dont le but est clairement défini et même énoncé à plusieurs reprises : « l'employabilité » en accord avec « les employeurs locaux » et avec les « standards européens et internationaux ». Ne plus former de citoyens, mais de la main d'œuvre clés en main pour le patronat : beau sort réservé par la bourgeoisie aux étudiants, ces « travailleurs en formation » ! Pas un mot pour le CNRS, dont l'interdisciplinarité est l'une des principales missions : et pour cause, **les organismes publics de recherche auront, dans ce nouvel établissement, juste un rôle de pourvoyeurs de moyens (humains et financiers).** Cela en dit long sur le rôle dévolu à la recherche, notamment fondamentale...

Quant aux embauches de personnel, **les « standards internationaux » qui seront appliqués pour « recruter les meilleurs » ou bien les garder à l'UT donnent déjà le ton de ce qui ne sera qu'une vaste usine à produire les précaires**, sur lesquels planera désormais l'épée de Damoclès d'un licenciement, si, au bout de 6 ans, ils/elles ne sont pas reconnu(e)s conformes aux critères établis par le fameux Conseil tout puissant. Pour ne pas parler des personnels administratifs et techniques, soumis à un « audit » lors de la période transitoire, sous prétexte d'efficience et de suppression de « doublons ». Sous le mirage de la grandeur et de l'excellence, sous l'ambition de dépasser même les plus grandes universités de renommée internationale (qui, comme par hasard, sont aux USA...), le néolibéralisme règne en maître en broyant les hommes et les femmes censés être au service du savoir.

Tout ce dispositif a été concocté dans le plus grand secret par un petit cénacle composé notamment des actuels présidents, sans qu'à aucun moment les personnels ni les étudiants n'aient été réellement consultés. Les textes, aussi bien de l'UT que de l>IDEX ont été volontairement tenus secrets.

La démocratie devient un obstacle dans le mode de fonctionnement de nos dirigeants. Les « experts » tout puissants organisent leurs mauvais coups dans le plus grand secret, mais avec l'appui direct du gouvernement (et éventuellement des complicités à gauche ?). Est-ce un hasard si l'on utilise les mêmes procédés (et dans le même temps) pour asservir l'université et imposer des traités supranationaux au niveau de l'Europe ?

Nous appelons tous les personnels, ainsi que les étudiants, à résister, à débattre, à faire autant de bruit que possible pour mettre en plein jour la monstruosité de ce projet. Les communistes, et le Front de Gauche, feront tout pour qu'un large rassemblement de forces qui combattent cette horreur puisse avoir lieu. Toute la gauche est aujourd'hui devant ses responsabilités.

L'UNIVERSITÉ EST UNE AFFAIRE TROP SÉRIEUSE POUR LA LAISSER BROYER PAR LE CAPITALISME !

ABROGER LA LRU
DÉVELOPPER UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE :
UN SEUL VOTE UTILE À GAUCHE :
LE VOTE FRONT DE GAUCHE !